



LETTRE D'INFORMATION

Nouvelles de la FETBB

Initiative de l'UE sur les salaires minimums

La réponse de la CES à la deuxième phase de consultation sur une éventuelle initiative européenne sur le salaire minimum a été adoptée par le Comité exécutif de la CES avec 85% de votes positifs. Conformément à la résolution du congrès de la FETBB et au document de position sur cette question, et comme discuté et décidé par le Comité exécutif, la FETBB a voté "abstention". Le communiqué de presse de la CES sur le résultat de la deuxième phase de consultation peut être consulté [ici](#). La proposition de la Commission sera publiée dans les prochaines semaines.

Stratégie de relance de l'UE

Le 21 juillet 2020, le Conseil de l'UE a convenu d'une enveloppe globale de 1 824,3 milliards d'euros qui combine le cadre financier pluriannuel (CFP) de 1 074,3 milliards d'euros et un effort de relance extraordinaire de 750 milliards d'euros, à savoir l'UE de la prochaine génération (NGEU). La FETBB a

préparé une [analyse](#) détaillée de la stratégie de relance de l'UE, en insistant sur le fait que le financement doit conduire à des investissements productifs dans le secteur de la construction. Les régimes de financement doivent être transparents et ne doivent pas conduire à la réintroduction de programmes d'austérité dans les États membres. La CES et les FSE ont également insisté sur le fait que la Commission doit être plus [claire](#) en matière d'équité sociale et de transition juste. À la demande des confédérations nationales et des fédérations syndicales

sectorielles européennes, la CES a mis en place un groupe de travail ad hoc pour coordonner les réponses syndicales.

La FETBB participe à la consultation sur la vague de rénovation

La Commission européenne a ouvert une consultation publique sur la promotion de la rénovation des bâtiments dans l'UE. L'objectif de la vague de rénovation est d'augmenter le taux et la qualité de la rénovation des bâtiments existants et de contribuer ainsi

POSITION DE LA FETBB

**Le GREEN DEAL EUROPÉEN
et actions nécessaires pour
les industries de la construction,
du bois, de l'ameublement,
de la sylviculture et des matériaux
de construction.**



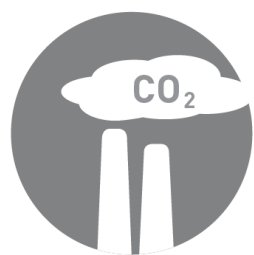
Contenu:

Nouvelles de la FETBB	1
Projets	3
Nouvelles de nos affiliés	4
Divers	6

à la décarbonisation du parc immobilier. La Commission publiera un plan d'action avec des mesures concrètes pour déployer une rénovation plus rapide et plus profonde au troisième trimestre 2020. La vague de rénovation est un dossier prioritaire pour la FETBB. La FETBB a participé à la consultation et continuera de suivre et d'influencer les discussions sur la lutte pour des emplois de qualité et décents et la lutte contre la pauvreté énergétique.

La FETBB s'occupera du secteur du ciment dans le cadre de la CBAM

Le 23 juillet 2020, la Commission européenne a lancé une consultation



publique sur un mécanisme d'ajustement aux frontières pour le carbone (MAFC) qui vise à maximiser

l'impact de la taxation pour atteindre l'objectif climatique de l'UE. Ce mécanisme permettrait de garantir que les objectifs écologiques de l'UE ne soient pas compromis par la délocalisation de la production vers des pays ayant des politiques climatiques moins ambitieuses. La FETBB a fourni un retour d'information sur la feuille de route de la CE et maintenant, un questionnaire détaillé a été lancé et reste ouvert jusqu'au 28 octobre. La FETBB

préparera une réponse détaillée couvrant les secteurs du ciment et des matériaux de construction. Le 7 octobre, une "réunion en ligne sur le ciment" est prévue, au cours de laquelle la CBAM sera discutée.

Secteur de l'ameublement: Déclaration des partenaires sociaux sur la numérisation

La Confédération européenne des industries du meuble (EFIC) et la FETBB ont publié des [recommandations](#) communes sur la manière d'anticiper, de concevoir et de mettre en œuvre les changements industriels induits par la transformation numérique. La numérisation affectera le travail de chaque métier et profession. Les entreprises et les syndicats travailleront ensemble et discuteront des nouvelles exigences en tant que partenaires égaux. L'accent devrait être mis sur les mesures de restructuration et de reconversion et sur une série de filets de sécurité; sur une stratégie de numérisation pour les micro et petites entreprises, les artisans et les professions spécialisées; sur la cartographie des bonnes pratiques et sur la fourniture aux partenaires sociaux d'orientations sur les évolutions au niveau des entreprises.

La coordination des systèmes de sécurité sociale est-elle prête avant la fin de 2020 ?

La présidence allemande du Conseil de l'UE déclare qu'elle souhaite régler le dossier de la coordination des systèmes de sécurité sociale avant décembre 2020. Toutefois, trois grandes questions doivent encore être résolues : (1) la durée des prestations de chômage pour les travailleurs frontaliers ; (2) la définition de la pluriactivité ; et (3) la notification préalable et l'éventuelle exemption en cas de détachement. Entre-temps, la CE a préparé un nouveau document officiel concernant la numérisation du document portable A1 (PDA1). La FETBB a informé le Parlement européen et le Conseil de son mécontentement quant au fait que le numéro européen de sécurité sociale tant attendu a disparu des discussions. La FETBB insiste sur le fait que les négociations du Trilogue doivent aboutir à un bon accord, à une meilleure protection des travailleurs détachés et à plus d'outils pour les États membres afin de lutter contre la fraude transfrontalière et le dumping social.

Pour une transposition rapide de la directive sur le détachement des travailleurs

La FETBB a demandé à la Commission européenne de faire pression pour une transposition rapide et ambi-



tiense de la directive sur le détachement de travailleurs dans tous les États membres. La date de transposition a été fixée au 30 juillet 2020, mais deux mois après l'échéance, seuls 14 pays ont notifié à la CE qu'ils avaient transposé la directive en droit national. La FETBB souhaite échanger ses points de vue sur la manière dont la Commission garantira une évaluation complète de la mise en œuvre nationale de la directive 2018/957. Pour ce faire, la FETBB a demandé à rencontrer le commissaire au travail Nicolas Schmit.

Pour un État de l'Union inclusif

Le 16 septembre, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a prononcé son discours sur l'état de l'Union. Elle a mentionné que le dumping des salaires détruit la dignité du travail et la concurrence loyale et s'est présentée comme une ardente défenseuse de la négociation

collective. Ursula von der Leyen a également mis l'accent sur le plan de relance de l'UE, la numérisation et l'écologisation de l'économie comme moyen intelligent de sortir de la crise et a mentionné la construction et les secteurs connexes comme des industries clés pour y parvenir. La FETBB se félicite de ces ambitions. Toutefois, la transition verte et numérique doit se faire de manière juste et inclusive. La FETBB insiste pour que les partenaires sociaux aux niveaux européen et national soient activement impliqués dans toutes les étapes des initiatives. En amont de l'état de l'Union, la FETBB a lancé sa vidéo sur le dumping social et a envoyé deux questions vidéo via les médias sociaux. Vous pouvez trouver les vidéos sur la [page Facebook](#) de la FETBB.

La FETBB et l'IBB renforcent leur coopération

Le 27 août, les présidences conjointes de la FETBB et de l'IBB se sont rencontrées en ligne. C'était la première réunion conjointe du présidium de la FETBB dans sa nouvelle composition depuis l'Assemblée générale de novembre 2019. Le présidium conjoint a discuté de l'impact de la COVID-19 dans nos industries au niveau européen et mondial et des réponses données par les deux secrétariats. Les deux présidiums ont réaffirmé l'accord de coopération et ont convenu d'un calendrier pour les activités communes en 2020-2021. Le présidium conjoint a décidé d'organiser régulièrement des réunions en ligne. Avant la réunion conjointe du présidium, la FETBB et l'IBB ont pris l'initiative d'organiser une réunion conjointe du personnel. Après le "who is who", des dispositions ont été prises sur la manière d'améliorer encore la communication et la coopération.

Projets

La FETBB et la FIEC unies contre le travail non déclaré

La FETBB et la Fédération européenne de l'industrie de la construction (FIEC) ont organisé une conférence en ligne conjointe sur le travail non déclaré, qui a réuni plus de 200 participants. Cet événement s'inscrivait dans le cadre de la semaine européenne d'action visant à sensibiliser et à promouvoir les avantages du travail déclaré : **#EU4FairWork**. Cette conférence en ligne est le point de départ d'un engagement à long terme de la FETBB et de la FIEC

pour lutter contre le travail non déclaré dans le secteur de la construction. Les partenaires sociaux ont publié une déclaration conjointe contenant 10 recommandations concrètes pour lutter contre le travail non déclaré et la fraude sociale dans la construction, ainsi qu'une boîte à outils contenant

des exemples pratiques sur la manière de lutter contre le travail non déclaré au niveau européen et national. Vous pouvez les lire [ici](#).



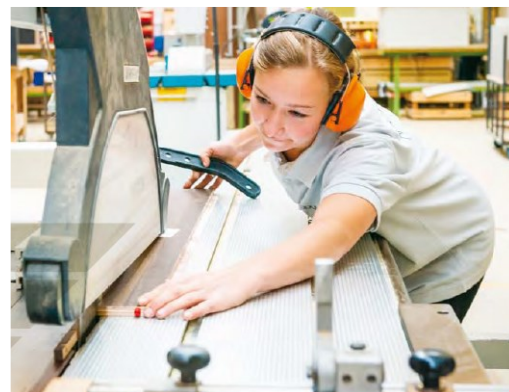
La FETBB demande une révision de la directive sur les CEE

La FETBB a participé à l'événement - "Comités d'entreprise européens pour une restructuration équitable", - organisé par la CES et l'ETUI. Les membres du CEE ont fait état d'exemples de bonnes pratiques lors de COVID-19, mais aussi de cas de ce qu'il ne faut pas faire, où les travailleurs n'ont pas été informés ni consultés par les entreprises, où l'information n'a circulé que de haut en bas, et où aucun moyen de discussion virtuelle n'a été prévu. La FETBB fait valoir que COVID-19 n'est pas une excuse pour enfreindre les accords des CEE et demande une révision de la directive sur

les CEE. La direction doit être obligée de consulter pleinement les CEE sur toutes les décisions, et des sanctions dissuasives sont nécessaires pour les multinationales qui ne s'y conforment pas.

Discussion sur Bolster Up 2

La conférence en ligne finale du projet "Bolster Up 2" a eu lieu le 29 septembre. Le projet vise à encourager la coopération entre les parties prenantes de l'industrie du meuble et du bois aux niveaux national et européen et à débattre des qualifications de base et des structures d'EFPP dans l'industrie. Les participants ont discuté de l'impact des nouvelles technolo-



gies dans ces professions et de la possibilité d'adapter l'éducation et la formation au niveau européen. L'idée de mettre en place un échange et un stage européen pour promouvoir la mobilité des étudiants et des travailleurs a également été discutée.

Pour en savoir plus

Nouvelles de nos affiliés

Royaume Uni

Gail Cartmail élue à la



présidence du TUC

Gail Cartmail a été élue à la présidence du Congrès des syndicats pour 2020/21. Gail est secré-

taire générale adjointe de Unite et occupera ce poste pendant un an et présidera le prochain TUC Congrès en septembre 2021. Elle présidera également le conseil général et le comité exécutif du TUC. Gail Cartmail a annoncé ses deux priorités : encourager davantage de femmes à devenir actives dans leurs syndicats et promouvoir l'importance des jeunes sur le lieu de travail et les aider à devenir actifs dans leurs syndicats.

Pour en savoir plus

Allemagne

L'IG BAU accepte une nouvelle convention collective

L'IG Bauern-Agrar-Umwelt (IG BAU) a accepté la décision de l'arbitre sur le cycle de négociations collectives pour l'industrie de la construction. Les travailleurs de la construction recevront plus d'argent.

L'accord prévoit entre autres : une augmentation de salaire de 2,6 % à l'Ouest et de 2,7 % à l'Est, une prime symbolique pour couvrir le temps de voyage, et une "prime Corona" de 500 euros sous forme de paiement spécial unique non imposable.

Pour en savoir plus

Danemark

3F organise une manifestation

Avec d'autres syndicats, 3F a organisé une manifestation avec une centaine de travailleurs, réclamant un accord sur le projet Fehmarn. Depuis février, les syndicats négocient un accord sur les salaires et les conditions de travail avec les deux entrepreneurs néerlandais Van Oord Dredging et Boskalis International, qui forment le consortium FBC. Le FBC a exigé des horaires de travail qui sont totalement en dehors des réglementations danoises. 30 à 35 employés des entrepreneurs néerlandais travaillent jusqu'à 28 jours d'affilée pendant 12 heures consécutives sur le projet Fehmarn.

Pour en savoir plus

Irlande



Le SIPTU appelle à la grève

Les membres du SIPTU Construction ont voté en faveur d'une action syndicale au cas où les employeurs ne paieraient pas l'augmentation de 2,7 % due le 1er octobre 2020. L'organisateur sectoriel du SIPTU, John Regan, a déclaré : "En vertu des ordonnances sectorielles sur l'emploi (OSE) existantes pour la construction, une augmentation de salaire de 2,7 % doit être payée le 1er octobre 2020. Les employeurs sont tenus de payer cette augmentation et le non-respect de cette obligation constituera une violation de l'OSE et de la loi en vigueur".

Pour en savoir plus

Pologne



Budowlani réélit Zbigniew Janowski comme président

Budowlani a tenu son 10e congrès, au cours duquel Zbigniew Janowski a été réélu à la présidence de l'union. Le congrès a choisi un Conseil national de 45 personnes, un Conseil d'administration de 15 personnes et un Comité d'audit de 10 personnes. Le programme d'activités 2020-25 et 9 résolutions ont été adoptés.

Italie



Filca-Cisl obtient des avantages supplémentaires pour les travailleurs

Filca-Cisl continue de surveiller tous les lieux de travail (chantiers, carrières, entreprises de bois, de ciment

et de matériaux de construction) pour s'assurer que la législation anti-COVID est respectée. Le syndicat a obtenu des avantages supplémentaires pour les travailleurs qui sont obligés de rester chez eux. La prolongation du fonds de licenciement et l'interdiction de licencier des travailleurs seront maintenues jusqu'à la fin de 2020. Filca-Cisl affirme que le secteur connaît une très légère reprise.

Espagne



CCOO : COVID-19 ne peut être une excuse pour vider les conventions collectives

CCOO veut s'assurer que les conventions collectives et les négociations collectives ne sont pas vidées de leur contenu par la situation économique et par l'attitude des employeurs qui cherchent à utiliser la crise sanitaire pour inverser les conditions d'un marché du travail déjà précaire. Avec COVID-19, les priorités de CCOO ont changé et les objectifs sont désormais la protection des groupes les plus défavorisés. Il est essentiel de développer des protocoles qui garantissent la santé des travailleurs ou qui minimisent le risque de contagion dans la construction, où il y a un grand afflux de travailleurs dans des espaces limités.

L'UGT-FICA veut que le COVID-19 soit considéré comme une maladie professionnelle

Pour relever les défis de la COVID-19, l'UGT-FICA demande l'extension de la réglementation sur le registre des

emplois temporaires (ERTE) dans tous les secteurs sans distinction pendant la durée de la pandémie. Au sein des ERTE, le syndicat a demandé au gouvernement de ne pas réduire les prestations que les travailleurs touchés reçoivent actuellement. L'UGT-FICA souhaite également la création d'une loi qui envisage le télétravail et son inclusion dans les négociations collectives des conventions sectorielles. En outre, la COVID-19 doit être considérée comme une maladie professionnelle.

Suède



Byggnads met en garde : les nouvelles conventions collectives ne sont pas en place

Les négociations des nouvelles conventions collectives, qui devaient se terminer en avril, ont été reportées à octobre 2020. Byggnads souligne que les nouveaux accords ne sont pas en place. Les principales demandes sont des actions visant à mettre fin au dumping social, à améliorer la santé et la sécurité dans l'industrie de la construction et à augmenter les pensions. Le syndicat suédois demande également une augmentation des salaires de 3 %. Lors des réunions ministérielles de haut niveau, Byggnads a souligné l'importance du secteur de la construction pour la reprise et a insisté sur la nécessité d'investir davantage dans les infrastructures et la rénovation, d'allouer davantage de ressources à la formation et d'augmenter de façon permanente les allocations de chômage.

Divers

L'OIT organise de nouveaux cours

Le Centre international de formation de l'OIT organisera plusieurs cours dans le domaine du dialogue social, des relations industrielles et de l'inspection du travail en 2020 et au début de 2021. Ces cours comprennent un cours d'apprentissage en ligne sur l'inspection du travail, un diplôme en relations industrielles et de travail, entre autres.

[Pour en savoir plus](#)

L'ETUI, la CES et le SEM débattent de l'impact de la numérisation sur le travail

L'Institut syndical européen (ETUI), le Réseau des avocats européens pour les travailleurs (ELW) et la CES, avec le soutien de l'Association européenne des juristes pour la démocratie et les droits de l'homme, organiseront une série de webinaires sur "Le droit du travail à l'ère de la numérisation". La première conférence aura lieu les 15 et 16 octobre 2020.

[Pour en savoir plus](#)

La CES organise une conférence sur le travail décent pour les jeunes

Le 7 octobre, à l'occasion de la Journée internationale du travail décent, la CES organisera un événement public en ligne pour insister sur le fait que le travail décent doit être un principe clé dans tous les plans de relance et d'investissement. La CES insiste sur le fait que la création d'emplois de qualité doit être la priorité absolue et exige des critères de qualité contraignants pour les emplois relevant de la Garantie Jeunesse ainsi que l'accès universel des jeunes à la protection sociale.

[Inscription](#)

EFBWW Meeting schedule

1 October	EFBWW presidium meeting	Videoconference
5 October	S&H Coordination Group	Videoconference
7 October	Cement meeting	Videoconference
16 October	Social dialogue Wood and Furniture: WP VET & OSH	Videoconference
19 October	Standing Committee Building	Videoconference
21 October	WP Asbestos	Videoconference
22 October	EFBWW Strategic group	Videoconference
27 October	Social dialogue Construction – WP Safety and Health	Videoconference
28 October	EWC coordinators meeting	Videoconference
24 November	Executive Committee	Videoconference
3 December	DESOCO - Employment	Videoconference
4 December	OSH Open expert meeting on Asbestos and Skin cancer	Videoconference
15 December 2020	Due diligence project seminar	Videoconference

Disclaimer: The calendar dates remain to be confirmed. The EFBWW Secretariat continues to closely monitor the situation linked to the COVID-19 situation. The EFBWW Presidium will decide and inform affiliates in due time on the status of meetings.